

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 30
dimanche 31
octobre 1976

No 557

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

10% de hausse en un an

UNE REALITE QUE BARRE NE PEUT CACHER

Les représentants du capital monopoliste ne sont décidément jamais à court de culot : jeudi soir sur la première chaîne de télévision, le super-ministre Barre titulaire de deux portefeuilles, n'a pas démenti ce principe.

Solidement retranché derrière la logique mensongère de ses chiffres et de ses graphiques de technocrate, il a froidement affirmé que désormais « les augmentations de salaires suivront

si c'était le cas, que veut dire une augmentation de quelques francs pour un grand bourgeois ? Combien « gagnent » les hauts fonctionnaires de l'Etat capitaliste ? Et combien rentre dans la poche de leurs maîtres les grands capitalistes des banques et de l'industrie ?

Une chose est certaine, c'est que l'austérité ne les frappe pas à la caisse... et pour cause ! L'oppression de millions de travailleurs leur permet de main-

employé, quel petit paysan a vu ses revenus croître de 10 % ? Mieux encore, le plan Barre prévoit le blocage des salaires dans la fonction publique à 6,5 % ! Voilà des chiffres qui parlent bien mieux que monsieur Barre.

Cependant on ne peut s'en tenir aux simples constatations, il faut en tirer toutes les conclusions qui s'imposent : la hausse des prix galopante est un phénomène qui frappe tous les pays capitalistes, les anciens comme ceux où le capitalisme a été restauré : les insurrections ouvrières de Pologne et celles moins connues qui éclatent régulièrement en URSS en témoignent.

(Suite p. 3)

Augmentation du prix de l'essence

Les automobilistes qui ont bénéficié d'un mois de sursis depuis l'annonce du plan Barre vont trouver mardi prochain, au lendemain de la Toussaint, l'essence augmentée de 15 %. L'essence ordinaire va passer de 1,86 à 2,09 F et le super de 1,96 à 2,25 F le litre. Pour sa part le gas-oil va augmenter de 4 centimes et atteindre 1,34 F. Il faut rappeler qu'il avait déjà augmenté de 4 centimes à la fin du mois de septembre, en même temps que le fuel domestique passé à 0,73 F le litre.

Les automobilistes devront aussi, qui plus est, acheter en novembre leur vignette, elle aussi lourdement frappée par le plan Barre qui prévoit une augmentation de 40 à 130 % selon le nombre de chevaux du véhicule. Ces augmentations vont peser sur le budget des familles, notamment celles où l'automobile constitue un outil de travail ou est indispensable pour se rendre au travail du fait de l'insuffisance des transports en commun, notamment des banlieues des grandes villes.

De plus l'augmentation du prix de l'essence va se répercuter par le biais des transports sur un grand nombre de produits...

L'augmentation des prix. Or quiconque fait régulièrement le marché ou les magasins de consommation courante sait d'expérience que jamais les salaires n'ont « précédé » les prix et qu'au contraire le pouvoir d'achat de la masse des travailleurs ne cesse de diminuer. Mais il est évident qu'on imagine mal monsieur Barre le panier à la main en train de faire ses courses. Et même

tenir et augmenter leurs profits.

D'ailleurs au moment même où Barre baratinait à la télévision, des statistiques officielles annonçaient que le coût de la vie a augmenté de 1,1 % en septembre pour les prix de détail, ce qui porte l'augmentation depuis le début de l'année à 7,5 % et fait une moyenne d'augmentation annuelle de 10 %. Quel ouvrier, quel

Une délégation des communistes marxistes-léninistes de France en route pour l'Albanie

A l'invitation du Comité central du Parti du travail d'Albanie ayant à sa tête le camarade Enver Hoxha, une délégation des communistes marxistes-léninistes de France comprenant les camarades Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal, et Alain Castan, a pris l'avion pour Tirana, le 27 octobre : nos camarades représenteront les communistes marxistes-léninistes de France au 7e Congrès et au 35e anniversaire du Parti frère d'Albanie.

Zimbabwe (Rhodésie)

La lutte armée est décisive

La conférence de Genève sur le Zimbabwe s'est ouverte jeudi après que les dirigeants des organisations patriotiques africaines aient protesté contre les dispositions prises par la Grande-Bretagne pour la tenue pratique des négociations.

En effet la Grande-Bretagne qui est la puissance coloniale responsable de la création de l'Etat raciste de Rhodésie, prétendait donner une place à part au raciste Ian Smith. Les dirigeants des mouvements de libération du Zimbabwe ont exigé et obtenu que Ian Smith soit considéré comme partie intégrante de la délégation britannique.

Après deux heures et demie, les britanniques ont fait déplacer le siège de Ian Smith. La Conférence doit être ajournée ce vendredi.

La séance de jeudi aura duré 20 minutes.

Le terrain de la libération du peuple Zimbabwe c'est la lutte armée de libération nationale. C'est elle qui, par son ampleur, contraint les américains et britanniques à négocier et oblige le social-impérialisme russe à changer de tactique.

Quand Claudius-Petit veut faire condamner des travailleurs en lutte

L'affaire n'est pas dans la poche pour la Sonacotra. Jeudi 28 octobre au tribunal de Montreuil à la suite d'une procédure judiciaire engagée par la direction des foyers-prisons Sonacotra, plusieurs travailleurs immigrés avaient été convoqués pour une « conciliation ». La Sonacotra prétend faire prélever sur leurs salaires de force le montant des loyers impayés dans le cadre de la grève : autant dire qu'il s'agit d'une mesure d'intimidation et d'un ballon d'essai destiné à faire céder les résidents en grève. La justice capitaliste semble bien prête à servir pleinement les intérêts de la direction raciste de la Sonacotra. Parmi les 50 travailleurs du foyer de Montreuil touchés par la plainte de la Sonacotra, certains ont reçu leur convocation pour se présenter devant le tribunal le jour même de la convocation ! De plus la procédure de conciliation se déroule à huis-clos, et le jugement n'est rendu que plusieurs semaines après, par voie de lettre ce qui permet, on l'imagine aisément, à la prétendue justice de se pro-

noncer à l'abri de l'indignation populaire.

Cependant si les juges bourgeois veulent se boucher les oreilles il est toujours possible de leur faire entendre raison : à condition que le rapport des forces soit sérieux. C'est pourquoi il est indispensable d'organiser un soutien et une mobilisation effective dans les moments où les travailleurs immigrés résidents des foyers Sonacotra en ont le plus besoin.

Les 2 et 4 novembre, 50 travailleurs du foyer de Pierrefitte, les 9 et 16 décembre, 83 travailleurs du foyer Saint-Denis sont convoqués devant le tribunal de Saint-Denis, 22, bis rue Gabriel Peri, à 14 h 45.

D'autres travailleurs sont convoqués au tribunal de Sannois, 121, rue Charles de Gaulle le 18 Novembre à 14 h.

Soutenons fermement les résidents des foyers Sonacotra !

Non, l'affaire n'est pas dans la poche pour la direction raciste !

Haroun Tazieff limogé par le pouvoir

Il avait refusé de cautionner une vaste opération de prestige

Haroun Tazieff a été radié de son poste à l'IPG par le Conseil de l'unité d'enseignement et de recherche de Paris-VI du fait de son refus de demeurer en Guadeloupe en août et en septembre. Le directeur de l'IPG, M. Allegre, a mis fin à ses fonctions de chef du service de vulcanologie pour « abandon de poste et désertion ».

Haroun Tazieff dénonce cette destitution qu'il qualifie de règlement de compte comme illégale et soutient qu'elle n'a rien à voir avec des raisons scientifiques. « Entre mars et septembre, a-t-il déclaré, j'ai, par quatre fois, déclaré que la crise de la Soufrière n'était pas dangereuse. Elle reste, en effet, extrêmement modérée et l'on n'aurait jamais dû parler d'éruption... Si ça avait été dangereux, si j'avais prévu que l'activité du volcan pouvait devenir dangereuse, je serais resté. Mais en mon âme et conscience, j'estimais que ça ne l'était pas, et je l'ai dit. D'ailleurs les faits ne m'ont pas démenti... »

Il envisage de se rendre en Guadeloupe pour deux jours à ses frais, à la suite de la pétition que lui a adressée la population, pour revoir les zones actives du volcan et s'entretenir avec les gens sur place.

La destitution d'Haroun Tazieff a des raisons politiques évidentes. Le pouvoir comptait sur une éruption de la Soufrière pour redorer son blason fort terni en Guadeloupe comme dans les autres colonies. Il a voulu mettre à profit le réveil du volcan pour montrer à la population le visage d'une France secourable et bienveillante. Il a cherché à se faire passer pour indispensable de manière à lutter contre les progrès des idées indépendantistes, indéniables ces dernières années, et à renforcer la propagande de tous les politiciens colonialistes qui disent sur tous les tons : « Que ferait-on sans la France ? »

(Suite p. 3)

Pendant que l'héritier de Franco se pavane à Paris

On torture et on tue toujours dans les prisons d'Espagne

C'est avec beaucoup de fastes que Juan Carlos a été reçu par Giscard. Il est le premier chef d'État de l'Espagne fasciste à mettre le pied en France depuis la guerre de 1939. Le gouvernement français apporte ainsi une caution officielle au masque de «démocrate» et de «libéral» dont l'héritier désigné de Franco cherche à s'affubler. Notre peuple ne doit pas être trompé par cette mascarade.

En Espagne, si l'on parle désormais volontiers de «démocratisation» et de «liberté» dans les salons gouvernementaux, pour les prisonniers politiques, c'est toujours la torture, pour la classe ouvrière en grève, ce sont toujours les matraques et les bottes de la garde civile, pour les peuples opprimés c'est toujours le fascisme.

L'opposition «démocratique», au premier rang de laquelle on trouve le parti révisionniste de Santiago Carillo, participe à la mascarade organisée pour faire croire à une «libéralisation» du régime, dans l'espoir d'en retirer quelques miettes et de s'en servir comme tremplin pour se rapprocher du pouvoir. Carillo ne déclarait-il pas récemment : «Je suis prêt à parler avec le roi Juan Carlos ou le premier ministre Adolfo Suarez si l'occasion s'en présente». Nul doute que ces oiseaux-là trouveraient certainement beaucoup de choses à se dire même s'ils divergent sur la meilleure manière d'exploiter la classe ouvrière et le peuple.

C'est ce qui amène le fasciste mal repenti Tierno Galvan, membre de la «plate-forme démocratique» à féliciter le premier ministre

Suarez pour «avoir parlé de façon explicite de la souveraineté populaire», tout en regrettant que les forces bourgeoises et révisionnistes qui se rassemblent sur cette «plate-forme» ne soient pas encore «invitées à collaborer avec le gouvernement».

Mais les travailleurs espagnols ne sont pas dupes. Ils comptent seulement sur leurs grèves, sur leurs luttes revendicatives et politiques,

sans craindre la prison, sans craindre les bottes.

20 d'entre eux ont déjà été assassinés depuis le début de cette année au cours des vagues de grèves et de manifestations populaires qui se succèdent en Espagne. Mais le sang des martyrs fécondent les luttes qu'ils menent pour le pain, la terre, la liberté, pour liquider le fascisme, pour le socialisme.



Un témoignage parmi des centaines d'autres

Extrait du rapport écrit de la prison de Carabanchel par José Manuel Garcia Benito.

«Ils m'arrêtèrent le soir du 12 décembre alors que je me rendais chez moi. Ils me mirent les menottes et m'emmenèrent à la DGS. D'après les prisonniers de la prison, le flic qui m'a arrêté, on l'appelle «Billy el nino». De prime abord, ce flic m'envoya un coup de poing qui pour peu m'aurait envoyé au sol. Ils me donnèrent une série de coups de pied et de coups de poing et me laissèrent seul. Au bout de 15 minutes plusieurs flics de la BPS arrivèrent et m'attachèrent à un radiateur. L'un d'eux m'attrapa la moustache et me souleva en l'air, les autres se mirent à me donner des coups de pied et de poing sur tout le corps. Quand ils s'arrêtaient, un flic me donnait des coups de karaté, et un autre me tordait le bras. Après une heure comme ça, ils m'emmenèrent dans un autre bureau et me dirent que je «parlerais»... Alors ils prirent des matraques et commencèrent à me frapper sur les fesses, les reins et la colonne vertébrale, sur les jambes et sur les pieds. Là où ils me touchèrent le moins, ce fut la figure, car ils disaient qu'ensuite ils devraient me «maquiller». En tout ils me firent un œil au beurre noir et des bleus sur les joues. Ces séances de coups de poing durèrent environ 5 heures. Je m'évanouis une fois, mais ils me jetèrent de l'eau froide pour me réanimer. Une fois, j'étais au sol, à moitié inconscient, un flic leva un couteau ouvert en l'air et le laissa tomber sur moi, heureusement il tomba sur un os. Quand ils étaient fatigués de me frapper avec des matraques, ils me donnaient des coups de poing dans le foie et dans l'estomac, et sinon ils me frappaient avec la matraque dans les testicules, en m'écartant les jambes pour mieux frapper.

Ils essayèrent de me faire la torture du «canard», mais j'étais dans un tel état que je tombais au sol. Mais ces sadiques me frappaient encore plus. Une fois un flic me souleva en l'air et commença à me frapper contre le mur. Quand ils virent que mon état était grave, ils appelèrent les médecins. Ceux-ci, après m'avoir examiné et pris ma tension, (j'étais à moitié inconscient) leur dirent que s'ils continuaient à me frapper, ils ne répondaient pas de moi, après quoi ils me mirent sur un matelas et me firent des injections pour calmer mes douleurs et faire monter ma tension dont le maxima était à 10.

Ils ne me descendirent même pas au cachot. Ils me mirent dans un bureau d'archives et me laissèrent sous la surveillance d'un flic de la police armée. Une équipe de médecins venait me voir toutes les 6 heures et m'injectait constamment des médicaments. Mon corps, en dessous de la ceinture était un grand hématome de couleur noire. Je n'ai pas pu uriner jusqu'au dimanche 14 au soir, et quand je le pus (j'urinais dans un flacon parce que je ne pouvais pas me lever) l'urine était noire comme du sang. Elle fut de cette couleur pendant une semaine. D'après les médecins (ensuite, paraît-il, ce n'était pas cela) un de mes reins avait été paralysé. Pendant 3 jours, je vomissais tout aliment qu'il soit liquide ou solide. Au quatrième jour, ils prirent ma déclaration

et comme je niais tout ils commencèrent à m'écraser la tête, ils sortaient le pistolet, me le mettaient sur la tête et disaient : «Chante ou je te mets une balle», et comme je disais que je ne savais rien ils me frappaient avec la crosse. Alors ils me dirent qu'ils allaient m'emmener dans la montagne et me tuer. Moi, au départ, je ne le croyais pas, mais ils ont fait toute une mise en scène m'apportant mes vêtements et toutes mes affaires. Ensuite, ils ont imaginé des conversations sur la question de savoir si la Pedriza était le meilleur endroit ou non. J'en arrivais à croire qu'ils allaient le faire et cette nuit-là je ne dormis pas.

Pratiquement, je n'ai pas pu dormir durant les six jours que j'ai été à la DGS... Le cinquième jour les menaces continuèrent, ils dirent qu'ils allaient emmener mes sœurs et leur faire la même chose qu'à moi. Les dernières heures furent horribles. Ils me donnèrent des coups de pied et de poing dans l'estomac. Ils recommencèrent à dire qu'ils allaient me pendre, etc.

Quand ils m'emmenèrent à l'hôpital, j'ai cru revivre. Ici, ils m'ont fait des radiographies de tout le corps et aussi des transfusions sanguines. Après une semaine à l'hôpital, j'ai entendu dire qu'ils allaient m'emmener encore une fois à la DGS, mais cela n'a pas eu lieu, pour le moment...



ONU

Le représentant chinois dénonce vigoureusement le social-impérialisme

Huang Hua, représentant de la République populaire de Chine à l'ONU a prononcé mercredi un vigoureux réquisitoire contre le social-impérialisme russe, à la commission politique de l'Assemblée.

Il a rejeté comme un «mensonge et une duperie de la machine de propagande de Moscou» le projet de traité soviétique sur «le non-recours à la force dans les relations internationales.»

Dans la situation internationale actuelle, a-t-il déclaré, les USA cherchent à protéger leurs intérêts acquis dans le monde entier et l'URSS recherche l'expansion. Partout où ces intérêts sont en contradiction, il ne peut y avoir que conflits et guerre.

Huang Hua a également accusé l'URSS d'avoir renforcé considérablement le déploiement de ses forces armées contre l'Europe occidentale depuis la Conférence d'Helsinki, tout en resserrant son encerclement stratégique sur ses flancs, au Nord et au Sud.

Lorsque le ministre soviétique des Affaires étrangères, a-t-il dit, déclare avec insistance que l'existence d'armes nucléaires peut faire dégénérer des conflits locaux en guerres nucléaires catastrophiques, il menace en réalité les pays du Tiers monde et les pays non nucléaires d'utiliser ces armes contre eux.

Quant à la clause du projet soviétique qui réserverait le droit de légitime défense, elle fournirait aux superpuissances, a dit le représentant chinois, une base pour recourir à l'usage de la force au sein de leurs alliances militaires.

«Ces nouveaux tsars», a-t-il conclu, ont intensifié leurs préparatifs pour une nouvelle guerre mondiale et leur rivalité avec les USA pour l'obtention de l'hégémonie. Ils ne visent plus à un équilibre de force avec l'autre superpuissance mais se sont lancés dans une entreprise désespérée pour la supériorité dans la puissance stratégique militaire.»

L'assemblée générale de l'ONU adopte une résolution condamnant l'indépendance du Transkei

Aujourd'hui la session plénière de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution condamnant «l'indépendance» du Transkei cuisinée par le régime raciste d'Afrique du Sud. En même temps, elle a ouvert le débat sur «la politique d'apartheid du gouvernement d'Afrique du Sud».

La résolution a été adoptée par 134 voix et une abstention (aucune voix contre). Elle condamne avec véhémence le régime sud-africain pour avoir créé des bantoustans dans l'espoir d'étayer leur politique inhumaine d'apartheid, de perpétuer la domination minoritaire des blancs et de priver le peuple d'Afrique du Sud de ses droits inaliénables. La résolution rejette la déclaration sur «l'indépendance» du Transkei, la déclare non valable et invite tous les gouvernements à refuser toute forme de reconnaissance et tout établissement de relations avec le Transkei ou d'autres bantoustans.

David Maphumzana Sibeko, représentant à l'ONU du Congrès panafricain, a déclaré à la réunion que le peuple d'Azanie s'est engagé dans une lutte héroïque et ne cessera pas de lutter avant d'avoir remporté la victoire finale.

Soulignant l'importance qu'il y avait à s'appuyer sur le peuple en menant la lutte armée, il a poursuivi : «Nous pouvons surmonter tous les obstacles géographiques ou autres qui barrent la voie de la lutte armée et de la libération».

Perçant à jour le complot tramé par les superpuissances de miner la lutte du peuple d'Azanie, Sibeko a ajouté : «Les Africains versent leur sang afin de prendre le pouvoir politique et non pour les concessions qu'ils pourraient obtenir des oppresseurs».

Quant à la farce de «l'indépendance» du Transkei, il a conclu : «Pas un seul pays n'a répondu à l'invitation... C'est un pétard mouillé.»

Oliver Tambo, président par intérim du Congrès national africain, a indiqué dans son intervention : «La répression, la coercition et le massacre massif sont dans la nature même de l'apartheid». Il a ajouté : «On nous a forcés à prendre les armes. Nous poursuivrons la lutte armée.»

Parlant de «l'indépendance» du Transkei, il a souligné : «La politique des bantoustans constitue une tentative de perpétuer le criminel système d'apartheid» alors que «la grande majorité de notre peuple a refusé ce programme.»

nouvelles intérieures

Les innovations du parti révisionniste

Que feriez vous si vous étiez militant «communiste» et si, un matin, un groupe de flics se présentait à votre domicile pour fouiller votre appartement SANS MANDAT DE PERQUISITION ?

Par principe, vous leur fermeriez la porte au nez en protestant contre de tels procédés qui créent de fâcheux précédents et qui visent, finalement, à établir un contrôle policier archipuisant et omniprésent ?

Vous en profiteriez également pour protester contre la répression policière qui frappe de plus en plus sauvagement les travailleurs des villes et des campagnes, qu'ils soient Français ou immigrés, ainsi que les militants révolutionnaires ?

Eh bien, ce n'est pas l'avis du PCF car une de ses militantes vient de se signaler en faisant une innovation de taille sans que celui-ci émette la moindre critique, sans qu'il lui fasse le moindre reproche.

Et pourtant ! Cette innovation a tout simplement consisté à signer aux flics une autorisation personnelle de perquisition ; ni plus, ni moins !

Cela paraît incroyable mais en tout cas c'est bien réel et cela montre parfaitement ce qu'est la dégénérescence révisionniste ; en effet, il ne s'agit pas de critiquer A TITRE PERSONNEL la militante qui a pu faire une telle chose mais il s'agit plutôt de se demander COMMENT elle a pu en arriver là et POURQUOI son parti ne s'est pas désolidarisé de cet acte.

Il n'est pas inutile de préciser afin de lever toute ambiguïté que les flics n'ont pas fait cette perquisition

pour trouver des renseignements sur le PCF : ils ont fouillé UNIQUEMENT une des chambres de l'appartement qui était sous-louée par une autre personne qui était accusée de vol SANS AUCUNE PREUVE mais qui, pourtant a été retenue 24 heures dans un commissariat.

La militante du PCF n'a-t-elle pas poussé la logique jusqu'au bout ? N'a-t-elle pas été conséquente dans ses actes lorsqu'il s'est agi pour elle de caractériser le rôle des flics ? En un mot, n'a-t-elle pas été abusée par les mystifications répandues dans les publications du PCF lorsque celui-ci critique le «pouvoir actuel» en l'accusant de «détourner la police de son rôle républicain d'auxiliaire de la justice» (Programme commun p. 146).

Il est vrai que le PCF, qui se prépare à gérer «loyalement» le système capitaliste pour le plus grand profit de la bourgeoisie, a bien besoin de tromper le peuple et ses propres militants en leur présentant les flics comme les défenseurs de la veuve et de l'orphelin et à leur apprendre à dire «merci aux agents de police».

On voit tout le danger de telles thèses car c'est avec de telles théories que, par exemple, la clique de Cunhal, a pu justifier le maintien et l'utilisation à son profit d'une partie de la police fasciste du Portugal : la PIDE.

C'est avec ce même procédé que le PCF en vient dès maintenant à collaborer avec les flics comme l'a d'ailleurs reconnu publiquement un bonze de Lorient.

Correspondant HR Annecy

A propos de la décision du PCRml de suspendre ses discussions avec la GOP

UN PAS EN AVANT

La lecture du quotidien du PCRml en date du 26 octobre nous apprend que celui-ci a décidé de suspendre au plan central ses discussions avec la GOP. C'est là une décision que nous considérons quant à nous comme étant positive et marquant un progrès dans l'attitude du PCRml. Cette décision ne pourra que favoriser les efforts tendant à l'unification des marxistes-léninistes.

Pour notre part, voici bien longtemps que nous avons mis en garde le PCRml sur ses rapports avec la GOP comme avec «Révolution». Ces deux organisations qui doivent fusionner au mois de décembre ont beau se réclamer en paroles du marxisme-léninisme, tant par leur histoire que par leur

ligne politique, ce sont des organisations trotskistes.

Toute leur action permet de les caractériser comme étant au service du parti révisionniste. D'ailleurs elles ne dissimulent pas leur soutien à une arrivée du PS et du PCF au gouvernement, lors des prochaines élections législatives. L'organisation qui sortira de leur unification ne sera rien d'autre qu'une nouvelle secte trotskiste qui appellera à voter pour les partis bourgeois de «gauche» aux élections comme le feront tous les trotskistes.

Sur le plan international ces organisations prennent sur la plupart des questions des positions qui, loin de contribuer à combattre le social-impérialisme russe, contribuent au contraire à

entretenir des illusions sur son compte et en définitive vont dans le sens de sa politique d'agression et d'expansion. Ce fut notamment le cas lors de l'intervention de l'URSS en Angola. Ces organisations ont en effet passé sous silence l'agression de l'URSS visant à faire de l'Angola une néo-colonie. Elle ont eu pour politique de jeter de l'huile sur le feu dans la guerre civile fomentée par l'URSS.

Ces faits et bien d'autres nous ont donc amenés depuis longtemps à combattre ces organisations et à adresser au PCRml des critiques sur les relations qu'il entretenait avec elles.

Quelle que soit l'appré-

ciation positive que nous portons sur la décision du PCRml, certaines inquiétudes n'en subsistent pas moins. «Le Quotidien du peuple» écrit en effet que le PCRml envisage de reprendre ses discussions «au regard de la ligne idéologique et politique affirmée par l'organisation fusionnée lors de son Congrès de décembre».

N'est ce pas entretenir des illusions sur la nature de l'organisation qui naîtra en décembre de la fusion de la GOP et de «Révolution».

Le levée de cette ambiguïté sera sans aucun doute favorable au processus d'unification en cours.

DOUZE MINISTRES VONT POUVOIR ARRONDIR LEURS FINIS DE MOIS

Douze représentants de la maison Fayard vont prochainement quitter la capitale, où ils résident habituellement, pour faire l'article en province du livre de Giscard d'Estaing : «*Démocratie française*».

Ils ne sont autres que Beullac, Brousse, Poncelet, Cavallé, Fourcade, Ansquer, d'Ornano, Barrot, Segard, Bonnet, Mehaigrier, Taittinger.

C'est douze ministres que la maison Fayard vient ainsi de s'attacher pour son secteur «promotion des ventes».

UNE REALITE QUE BARRE NE PEUT CACHER

(Suite de la p. 1)

La hausse des prix et l'appauvrissement des masses populaires n'est pas inéluctable, ce n'est pas une loi naturelle, c'est une loi du capitalisme : en Chine et en Albanie, non seulement l'impôt sur le revenu n'existe pas mais les prix restent stables ou même baissent.

C'est pourquoi tout en luttant quotidiennement

pour des augmentations de salaire, il est indispensable de préparer le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat. Cela passe par la lutte politique contre la «majorité» comme contre la prétendue «Union de la gauche» ; celle-ci est de plus en plus envisagée comme solution de rechange par la grande bourgeoisie.

«L'Humanité» et le fasciste Sardou

La publicité pour le chanteur fascisant Michel Sardou sur toute la dernière page de l'«Humanité» du 27 octobre a suscité de très nombreuses réactions parmi les travailleurs ainsi que parmi certains militants ouvriers du PCF lui-même.

Un correspondant nous indique à ce sujet qu'au centre de tri Paris-Brune des postiers ont lancé à la tête des révisionnistes les plus irréductibles le terme d'«Huma-blanche» pour désigner l'organe central du PCF.

Des militants du PCF, pour leur part, ont adressé des lettres de protestation et certains ont exprimé ouvertement leur désaccord.

Il est vrai que cette publicité pour un individu dont les nazillons d'«Ordre nouveau» ont fait leur idole et qui à travers ses chansons déverse l'idéolo-

gie la plus réactionnaire qui soit, avait de quoi scandaliser des gens honnêtes.

Mais, pour les dirigeants du PCF, Sardou ne manque pas de mérites. D'abord, cette publicité a dû leur rapporter une bonne liasse de billets. Les affaires sont les affaires.

Et puis, ce Sardou a fait une chanson sur le paquebot «France» qui pourrait être sortie tout droit d'une réunion du Bureau politique du PCF.

Et enfin, ce fasciste qui proclame fièrement qu'il est de droite, a fait il y a quelque temps une tournée en URSS.

Toutes choses qui aux yeux des dirigeants du PCF sont de bons points et qui valent bien une page de l'«Huma blanche» pour celui dont la dernière chanson est une apologie du lynchage.

Haroun Tazieff limogé par le pouvoir

IL AVAIT REFUSE DE CAUTIONNER UNE VASTE OPERATION DE PRESTIGE

(Suite de la p. 1)

C'est pour cette raison que le gouvernement a mis en route en quelques heures et dans la précipitation le plan Orsec évacuant plus de 72 000 personnes soit presque le cinquième de la population.

Haroun Tazieff pensait que cette évacuation avait été inutile et le disait ; il disait également que les réfugiés pouvaient regagner sans risque les zones évacuées. Il s'en tenait à une position scientifique, celle d'un expert à la renommée mondiale, et refusait d'être complice d'une opération de

prestige politique que le pouvoir voulait réaliser sur le dos du peuple guadeloupéen. Le pouvoir lui en veut de ne pas avoir été à sa solde. D'autant qu'il a sans doute de bonnes raisons pour maintenir l'exode sans parler du fait que le faire cesser dès maintenant serait perdre la face.

La région évacuée était une région de petites propriétés et d'exploitations bananières familiales qui vivaient tant bien que mal ; l'exode va en accélérer la ruine au profit des exploitations plus mécanisées et rentables. Par ailleurs une partie non négligeable des cultures maraîchères qui approvisionnent les villes de Guadeloupe venait de là notamment du plateau du Matouba qui se trouve sur les pentes du volcan. La ruine de cette production va permettre à la bourgeoisie française d'accroître encore ses exportations alimentaires en Guadeloupe et la dépendance économique de cette dernière dans le cadre des rapports coloniaux.

Mais le pouvoir fait un mauvais calcul en espérant renforcer ainsi son emprise sur la Guadeloupe. L'augmentation du chômage qui touchait déjà une grande partie de la population ne va pas tarder à rendre la situation explosive. Et il se pourrait fort que l'éruption qui se produit ne soit pas celle qu'il espérait.

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

Traduits du chinois :

— *L'impérialisme aujourd'hui* : il s'agit d'un traité sur «l'impérialisme, stade suprême du capitalisme» de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F

— *Étudions l'économie politique* : ce manuel destiné aux jeunes instruits chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.

— *La Tanzanie* : cette 6e brochure de la collection «Tiers monde en lutte» aborde les questions d'édification économique de la Tanzanie et de la construction du Tanzam. 72 p. 6,50 F



Dans les entreprises

La ligne politique révisionniste passe de plus en plus difficilement (3)

Les dirigeants PCF-CGT attaquent le mouvement ouvrier

Séguy déclarait récemment au journal bourgeois «Le Monde» (daté du 23 octobre) : «Si la CGT faisait une politique partisane, si, comme les puissantes centrales syndicales allemandes et britanniques, elle entretenait des liens organiques avec un parti politique, cela nuirait évidemment à son autorité et serait en contradiction avec ses principes d'indépendance et de démocratie syndicale.»

En mentant aussi effrontément, il cherche à passer sous silence que ce sont les dirigeants du PCF et de la CGT qui attaquent la coordination des luttes (mise en place à l'usine Griffet de Marseille le 1er Mai 1976 avec Lip et d'autres travailleurs en lutte), le comité de coordination des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, les comités de grève, les assemblées générales souveraines, les travailleurs qui défendent les augmentations uniformes ou qui veulent se battre contre tout licenciement et riposter à la répression patronale et policière, etc.

Tout en cherchant à imposer aux masses travailleuses la ligne politique fondamentale du PCF, les dirigeants CGT s'attaquent au mouvement ouvrier et à son avant-garde organisée. La mise en place de coordinations des luttes — une pour lutter contre les licenciements, l'autre contre la répression — à différents niveaux (national, ou par région ou localité), ça gêne les dirigeants révisionnistes. Ils les refusent et les combattent dans la mesure où ils n'en ont pas le contrôle et que ça permet à un certain nombre de travailleurs de se libérer de leur carcan et se trouver mutuellement renforcés dans la lutte contre leurs ennemis. Quand ils attaquent le comité de coordination des foyers Sonacotra, pour tenter de leur imposer de négocier foyer par foyer, c'est en fin de compte à l'unité de la classe ouvrière qu'ils s'attaquent.

Quand au cours d'une grève, ils appellent à reprendre le travail sans que rien de concret n'ait été obtenu, ils portent un coup à la classe ouvrière, ils contribuent à la démobiliser et à la diviser, par exemple en négociant les licenciements et non en les combattant. Citons un cas parmi tant d'autres, celui de Grandin à Montreuil (Seine-St-Denis) : plusieurs centaines d'ouvriers (ères) menacés dans leur emploi s'étaient mis en grève, la CGT a fait reprendre le travail alors que nombre d'entre elles restaient sans emploi ; le lendemain, on apprenait (!) dans l'Humanité (organe central du PCF) que c'était «une victoire» ! Et le même refrain était repris quelques jours après dans la Vie ouvrière (CGT). N'était-ce pas une trahison délibérée ? surtout que quelques temps après, on apprenait que l'entreprise allait de nouveau déposer son bilan. C'était un échec dû à la ligne révisionniste de capitulation devant la bourgeoisie.

Ou bien encore chez Triton à Bagnolet (Seine-St-Denis), lorsque les bonzes CGT ont suivi des ordres des syndicats soviétiques et ont

fait interrompre la grève pour livrer les commandes à l'URSS, cela a montré clairement que les révisionnistes se préoccupaient des intérêts du social-impérialisme soviétique et non de ceux de la classe ouvrière qui perdait ainsi un puissant moyen de faire pression contre ses exploitateur.

Attaques contre les augmentations uniformes

Nous avons dit que les augmentations hiérarchisées (en %) étaient un cheval de bataille des révisionnistes et qu'ils se placent du point de vue des cadres et non de la classe ouvrière, et que c'était lié à la base sociale de leur recrutement.

Soi-disant que c'est le meilleur moyen pour unifier tout le monde ! (29e congrès de la métallurgie) Ils n'en restent pas là puisqu'ils vont jusqu'à lancer des attaques publiques contre ceux qui défendent les augmentations uniformes. Repartons en effet de la fameuse réunion dans la Sarthe, de militants CGT de l'Électricité-gaz de France, où en fin de réunion, les révisionnistes n'ont pu s'empêcher de jeter leur fiel. Ils ont attaqué la CFDT qui serait actuellement «dans la merde», surtout après que E. Maire ait dit qu'il ne fallait pas toucher aux salaires jusqu'à 2 millions d'AF par mois ! Ensuite on a entendu des réflexions dans le genre : «Et pourtant ils nous ont emmerdés eux et les autres groupes et partis irresponsables (!) avec leur augmentation égale pour tous ! Enfin pour faire bonne mesure le permanent a fait l'amalgame «CFDT-gauchistes-FO-Giscard» qui «finalement sont tous d'accord avec les augmentations égales pour tous», «dans le fond, ils sont tous d'accord avec Barre, qui veut partager les revenus» !

Dans bien des usines, nombre d'ouvriers se sont pourtant entendu répondre par les bonzes — quand ils demandaient des augmenta-

tions uniformes — que ce n'était pas la peine de demander puisque le patron n'accepterait pas. Comme on le voit, ils ne sont pas à un mensonge près si ça peut leur rapporter quelques bulletins de vote venant d'ingénieurs, cadres ou techniciens !

Parmi les plus virulentes attaques portées contre les éléments les plus déterminés et les plus clairvoyants de la classe ouvrière, on peut dire que le tract de l'UD-CGT du Bas-Rhin (4 pages imprimées) est un modèle dans le

CGT Une prise de position fondamentale de l'Union Départementale CGT du Bas-Rhin FSM

La pratique néfaste du gauchisme...

Depuis quelques temps, plusieurs groupuscules «gauchistes» développent une agitation néfaste et dangereuse dans les entreprises de la métallurgie de la région. Profond de quelques semaines, les militants de la CGT, qui sont par ailleurs des militants sérieux, se trouvent dans une situation économique et sociale actuelle, se trouvent à entretenir les travailleurs dans des luttes longues, parfois inutiles et sans issue. Pour leur propagande, ils se servent de nombreux publications, telles que «Révolution» et «Politique marxiste», «Cultures» p. l'Humanité Rouge, «Lutte Ouvrière», «Le Quotidien du Peuple», «Le Troupe Rouge», etc., complétées par de nombreux tracts. Dans ces tracts, dont la production est faite sans aucun contrôle sur le fond, on connaît les difficultés constatées que rencontre la presse révolutionnaire pour arriver, par un dialogue ultra-révolutionnaire, à véhiculer un «gauchisme» primaire qui plonge ses racines dans un anti-communisme viscéral.

QUI SONT CES GROUPES QUI SE PRETENDENT DES PARTIS COMMUNISTES ? LES UNES SONT-ELLES ? QUELLES SONT LES RACES QUELS DEVELOPPEMENT ET QUELLE EST LA PRATIQUE POLITIQUE DU GAUCHISME ?

révisions de suite ou sont très diversifiées et tellement divisés entre eux que presque chacun de ses membres contribue à faire un groupe distinct. Néanmoins, on peut dire que le gauchisme se divise en six courants principaux à savoir : genre. Ce papier prétend s'attaquer au gauchisme (qui fait d'ailleurs objectivement le jeu du révisionnisme), or il n'en est rien. Son contenu vise visiblement à semer la confusion la plus complète dans la tête des travailleurs. Le sous-titre de la première page (cf. fac-similé) veut faire croire que toutes les organisations qu'ils baptisent «gauchistes» se prétendent PCMLF et que dans le fond ils auraient les mêmes thèses ; dans le but d'amalgamer le PCMLF et les sectes trotskystes. Tout le tract est basé sur cet amalgame. Or tout ce qu'ils attaquent en le faisant passer pour la ligne du PCMLF, c'est

N'est-ce pas une politique partisane de soutenir le programme bourgeois de la «gauche», ou d'appeler à la répression contre les marxistes-léninistes et les travailleurs combattifs (besogne dans laquelle ils sont de plus en plus soutenus par E. Maire et les dirigeants sociaux-démocrates) ?

Séguy, dans son interview au «Monde» a déclaré — parlant de la CGT : «Il y a notre syndicalisme de classe, qui relève d'une politique syndicale avancée» !! Il s'agit bien — comme pour les centrales syndicales allemandes et britanniques qui sont liées à l'appareil d'État bourgeois — d'une politique partisane. Dans le cas de la CGT, il s'agit bien sûr d'une politique de classe, celle de la bourgeoisie, celle du PCF dont les ambitions politiques sont de gérer le capitalisme. C'est leur nature de classe qui les amène à attaquer le mouvement ouvrier et c'est pourquoi ils sont de plus en plus combattus par les travailleurs.

en fait la pratique des trotskystes et des anarchistes. Pas une seule ligne ne correspond à la pratique et à la ligne du PCMLF, mais tout est fait pour essayer de le discréditer aux yeux des masses.

Quelles sont les principales idées répandues dans ce modèle de torchon révisionniste ?

— Les marxistes-léninistes sont pleins de frie (cf. fac-similé), et bien sûr la vieille rengaine des «agents de Poniatowski»...

— Selon ces menteurs professionnels, les marxistes-léninistes auraient pour thèses principales : 1) les minorités agissantes suffisent ; 2) la violence est créatrice ; 3) les «appareils» sont inutiles.

Sur le premier point, «l'argumentation» révisionniste ne dit pas — et pour cause — que les marxistes-léninistes portent la plus grande attention sur le travail de masse. Voici d'ailleurs à ce sujet des extraits de la Conférence nationale ouvrière du PCMLF qui s'est tenue cette année.

«Le PCMLF prépare la Révolution prolétarienne.

Elle sera l'œuvre de la classe ouvrière et des larges masses populaires, ce qui suppose qu'elles s'emparent de la juste ligne de notre Parti et s'engagent sous sa direction.

«Dans le long travail d'éducation révolutionnaire des travailleurs, le PCMLF doit éviter deux graves écueils. Il ne doit pas s'égarer ni dans la voie du révisionnisme ni dans la voie du gauchisme (...)

«En tant que Parti, le

PCMLF ne doit pas imposer aux masses une ligne élaborée en dehors d'elles, mais il doit constituer pour elles un instrument, une arme efficace à leur disposition, grâce au jeu constant du centralisme démocratique et à l'application systématique de la ligne de masse tels qu'ils furent pratiqués par Lénine et Mao Tsé-toung (...)

«La cellule doit bannir tout esprit de donneur de leçon. Elle doit au contraire solliciter la critique des masses, retenir ce qu'il y a de positif, ce qui permet d'enrichir notre ligne politique pour mieux servir le peuple, critiquer ce qu'il y a de négatif pour élever le niveau de conscience politique des masses sans jamais se couper d'elles.

«Elle doit être à l'écoute des masses pour connaître leurs aspirations politiques, les examiner et organiser systématiquement la lutte pour l'aboutissement des

revendications immédiates dans l'entreprise. Elle doit en tirer les enseignements pour l'élaboration de la ligne et montrer la liaison indissociable des luttes économiques et politiques. Et elle doit, de nouveau, affronter la ligne politique à la pratique.»

Sur le 2e point, les révisionnistes disent que «les gauchistes divisent» et sans le dire ils parlent de la pratique d'un groupe spontanéiste aujourd'hui dissous (la Gauche prolétarienne), en l'exagérant pour faire «plus vrai» :

«C'est pourquoi, certains groupuscules préconisent la théorie du «détonateur», en recherchant l'affrontement avec la police, ou les CRS, avec l'idée : «faisons taper les flics, après les gars comprendront». Cette théorie les conduit jusqu'à la destruction d'équipements, la déprédation de bâtiments universitaires et parfois même jusqu'au sabotage dans certaines entreprises, si les travailleurs ne s'y opposent pas.»

Les ouvriers qui, dans les usines, sont en contact avec nos camarades, peuvent voir que les marxistes-léninistes travaillent à la reconstruction de l'unité idéologique et politique de la classe ouvrière sur la base de ses intérêts fondamentaux, qui a été détruite par les révisionnistes eux-mêmes. Dans les luttes ils cherchent toujours à réaliser l'unité à la base, dans l'action et pour l'action, sans distinction d'appartenance (ou de non appartenance) syndicale. Ils sont contre la violence individuelle qui ne peut mener à rien, seule l'action de masse — qui devient nécessairement violente en période de montée révolutionnaire — si elle est guidée par le PCMLF avec une juste ligne idéologique et politique, peut mener le prolétariat et les masses populaires à la révolution.

(A suivre)



la France des luttes

Nantes

Trois semaines de grève à l'école de service social (1)

La formation d'assistants sociaux s'effectue à temps complet sur trois années et comporte des périodes de stages dans les services sociaux. Le temps des stages représente 11 mois de scolarité.

Les stages ont lieu à l'extérieur de la ville de Nantes et s'étendent sur les départements de la Vendée, du Morbihan et du Finistère. La situation se dégrade d'année en année et il devient de plus en plus difficile de trouver des terrains de stages sur Nantes et la périphérie. Ces stages extérieurs entraînent des frais supplémentaires à la charge de l'étudiant, comme le double loyer, les frais de transports, la perte des avantages universitaires, l'obligation d'avoir une voiture dans de nombreux cas. Dans certains services, les frais d'exercice (jusqu'à 200 à 300 km par semaine) ne sont pas indemnisés. De plus les stages extérieurs entraînent un isolement et un déracinement que certains ne peuvent accepter.

Une enquête faite sur l'école montre que l'âge et l'origine sociale des élèves évoluent, si bien que les étudiants ne peuvent plus compter comme dans le passé sur l'appui financier de leurs parents et ont de la difficulté à assurer le financement de leur formation.

Les étudiants de seconde année, particulièrement concernés par la question de l'éloignement des stages pour leur promotion demandent à la direction le 29 juin 1976 :

— des terrains de stages à Nantes et sur la banlieue.

— un remboursement des frais occasionnés par les stages.

La réponse de la directrice parvient en août, individuellement à chaque étudiant alors en vacances. Dans cette réponse il est mentionné que nos exigences ne peuvent en aucun cas être prises en considération, on nous demande soit d'accepter les conditions financières de la formation soit de démissionner de l'école. Notre entrée en seconde année est subordonnée à l'acceptation des conditions financières.

Cette réponse est inacceptable autant dans le fond que dans la forme.

Les étudiants de seconde année décident la grève le lundi 4 octobre. C'est le démarrage d'une action de sensibilisation et d'une campagne d'information auprès des travailleurs sociaux, des organismes employeurs, du ministère de la Santé et des élus locaux. L'objectif est double :

— informer de la situation réelle, des conditions dans lesquelles nous devons effectuer nos stages.

— obtenir le remboursement des frais de stages et plus de terrains de stages proches de Nantes.

Tentatives d'intimidations de la direction

Dès le mercredi 6 la directrice demande à intervenir. Elle vient faire de l'intimidation. Elle reconnaît tout le bien-fondé de l'action que nous avons engagée mais elle indique clairement que ce « petit jeu » suffit. Elle nous demande de reprendre les cours et commence les menaces et le chantage sur les études, le diplôme d'État, les bourses, les salaires des promotions sociales. Elle déclare que l'institution est arrivée au seuil de la tolérance. Malgré tout la journée du 7 est une journée particulière, la section CFDT étudiants et celle du personnel de l'école participent à la journée de grève nationale. Le jeudi 7 au soir la section CFDT des étudiants décide une grève illimitée pour poursuivre le mouvement, elle sollicite l'appui de la section syndicale du personnel de l'école (cadres permanents, profs, secrétaires). Cette dernière annonce son soutien actif en décidant la grève jusqu'à ouverture des négociations entre le conseil d'administration et les étudiants, sur le problème du financement des stages.

La poursuite du mouvement après la journée du 7 octobre

Le vendredi 8 octobre de nouvelles conditions objectives sont réunies pour l'unité du mouvement :

— les étudiants de 1re année sont contactés, refusent collectivement de partir sur leurs lieux de stages le lundi 11 octobre.

— nous contactons rapidement les 3e année et leur demandons de revenir à l'école le lundi.

— les étudiants de 2e année ayant décidé de reprendre les cours le vendredi matin reconsidèrent leur position et se joignent au mouvement de grève dès le lundi matin.

— le personnel de l'école dans sa grande majorité est en grève pour soutenir nos revendications.

La journée du 11 est une journée d'information générale. Nous sommes une centaine de personnes à l'école. L'après-midi nous allons en délégation générale à la DRASS et une délégation est reçue par des représentants du DDASS et du DRASS. Nous n'obtenons que des promesses et des réponses floues, alors que nous, nous voulons des résolutions à nos difficultés.

Ce même jour nous intervenons également auprès des assistants professionnels réunis à la CFDT et dans une réunion de coordination de tous les assistants sociaux du département.

C'est dans ce contexte de mobilisation générale que la directrice intervient une nouvelle fois. C'est ainsi qu'elle intervient en tant que directrice : elle annonce sa décision de saisir les instances de l'école de cette action inadmissible. Les conditions de notre formation sont remises en question selon elle et il n'est pas certain que nous serons présentés au DE ; elle ne comprend pas que nos revendications prennent cette ampleur, nous voulons savoir tout et tout de suite, mais elle, « elle représente la réalité et ne laissera pas les choses se dégrader ». Elle intervient avec fermeté, mais elle est faible : devant l'unité et la détermination des étudiants. Son intervention produit l'effet inverse, pour nous il est hors de question de plier l'échine et de reprendre les cours. Dans le même temps elle intervient en son nom personnel et nous félicite de l'action engagée et nous demande de poursuivre mais par d'autres moyens. Il est clair qu'elle cherche à étouffer le mouvement de grève, à le ramener dans le sillon de la négociation/collaboration.

A cette étape de la grève notre objectif est d'exiger une réunion extraordinaire du conseil d'administration et lui demander d'ouvrir des négociations sur la question du financement des stages. Les étudiants et le personnel adressent séparément une lettre aux membres du conseil leur demandant de se réunir dans un délai de 24 heures.

(A suivre)

Hausse des prix record en septembre

En septembre, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,1 % par rapport au mois précédent, annonce le ministère de l'Économie et des Finances.

Cette augmentation se décompose ainsi : plus de 1,7 pour les produits alimentaires, plus de 0,7 % pour les produits manufacturés et plus de 1 % pour les services.

Prenant connaissance de ces chiffres, Durafour, ministre délégué à l'Économie et aux Finances, a déclaré : « La hausse des prix s'est accentuée pendant l'été. Cela est particulièrement vrai également pour les autres produits et les services ».

Pour les premiers de ces produits, le ministre a invoqué les « conditions climatiques exceptionnelles ». Mais ce piètre justificatif ne trompe guère chez les travailleurs. D'ailleurs dans tout le train de hausses dictées en début d'année, les produits alimentaires étaient déjà en bonne place ! Quant au plan Barre, il est plus que jamais évident qu'il sera bien incapable de juguler de quelque façon que ce soit la hausse des prix et l'inflation.

Le seul résultat, qu'on lui connaît déjà, c'est de rogner encore et toujours plus le pouvoir d'achat des travailleurs, et de s'attaquer sans cesse à leurs conditions de vie et de travail déjà bien précaires.



GREVE AU CREDIT AGRICOLE DE LA DROME

Les employés du Crédit agricole de la Drome (520 personnes) sont en grève depuis le 19 octobre pour obtenir une augmentation mensuelle de 170 F, et l'intégration dans le salaire de base de différentes primes.

GREVE AU CEA

Après les personnels du CEA à la Hague (Cotentin) et à Miramas (Bouches-du-Rhône), celui du centre de Marcoule (Gard) a décidé une grève illimitée, la direction étant restée sur ses positions après 2 jours d'arrêt de travail. Le blocage de la production à la Hague depuis 43 jours et l'arrêt à Marcoule stoppent ainsi totalement le retraitement des combustibles irradiés en France.

La direction du CEA s'obstine à refuser de négocier sur les véritables revendications des grévistes, cette situation ne tarderait pas à poser quelques problèmes à l'EDF et aux centrales européennes, clientes du CEA.

GREVE AUX ÉDITIONS CASTERMAN A BAGNEUX

La fédération CFDT du livre fait état, dans un communiqué, de la grève avec occupation engagée depuis 23 jours par 36 des 50 employés du dépôt de Bagnaux des éditions Casterman. Ceux-ci réclament une augmentation de 250 F pour tous et le paiement des heures de grève. Les négociations engagées par le syndicat depuis le début du mouvement de grève n'ont pas abouti.

Des métallos de l'Ardèche en grève depuis plus de deux semaines

Les ouvriers de la SFMM, installée à Tournon en Ardèche, vont entamer leur troisième semaine de grève. Le patron de l'usine, qui est par ailleurs président de la chambre patronale de la métallurgie des départements de la Drôme et de l'Ardèche, refuse toujours de discuter des revendications notamment salariales posées par les grévistes.

Et non content de cela, le patron a même commencé à mettre en branle ses grandes manœuvres répressives. C'est ainsi par exemple qu'il a assigné les deux

délégués syndicaux CGT et CFDT au tribunal des référés de Privas pour occupation d'usine. Ce faisant, il cherche à faire une réédition du coup qu'il avait lancé contre les ouvriers en 1970 où les délégués avaient été mis à pied. Mais les ouvriers sont allés en masse au tribunal pour appuyer leurs camarades, montrant ainsi à tous, et en premier lieu au patron et aux juges, qu'ils sont solidement unis dans la lutte et bien déterminés à ne céder à aucune mesure de répression.

Sur le plan de la popularisation, diverses initiatives

ont été prises. C'est ainsi par exemple que des collectes ont été organisées aux portes des autres boîtes de Tournon. Après le cap de deux semaines de grève, les ouvriers se rendent compte en effet qu'il est plus nécessaire que jamais de populariser activement leur lutte et d'organiser autour d'elle la solidarité.

Correspondante HR,

Que les lecteurs désireux de soutenir la lutte des ouvriers de la SFMM adressent leur soutien à l'Union locale CFDT - place de la Tourette - 07300 - Tournon

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES !

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
PEKIN	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.



informations générales

Les mairies révisionnistes

Des patrons comme les autres ! (1)

Le 1er août 1975, Marie Warscotte avait été embauchée comme animatrice, auxiliaire de maternelle à l'école de la Petite Saussaie par le maire de Vitry-sur-Seine, municipalité révisionniste. En novembre de la même année la mairie lui avait proposé un poste de stagiaire. Or le 21 juillet dernier quelle n'est pas sa surprise en apprenant qu'elle est «radiée des cadres» de l'administration et qu'elle occupait cet emploi «à titre essentiellement précaire». La mairie prétend que son poste ne lui a pas été attribué parce qu'elle n'aurait pas présenté de certificats de nationalité... de toute façon nullement obligatoire. Elle affirme que Marie Warscotte remplaçait un agent en longue maladie et le maire Rosette lui écrit : «Vous étiez au courant de la situation précaire de votre emploi» ; alors que cela ne figurait nullement dans son arrêté de nomination !

La jeune femme décide de refuser son licenciement et se présente à son travail le 1er septembre avec l'accord, d'ailleurs, de la directrice de l'école. L'adjoint au maire Cotier lui propose alors immédiatement une entrevue. Celle-ci a lieu en présence des sections CGT et CFDT des communaux, de l'UL-CFDT, du Syndicat national des instituteurs et d'instituteurs de l'école.

Cotier explique alors qu'il sera possible à la mairie «d'envisager sa réembauche prioritaire» si «un poste était vacant».

Après que l'animatrice ait fait sa demande accompagnée d'un certificat de nationalité, le temps passe les réponses étant toujours a un poste de libre». Une pétition est alors signée par soixante-dix parents d'élèves à l'appel de la section CFDT des communaux. Lorsqu'ils vont la porter au maire ils constatent que celui-ci a durci ses positions et ne veut plus considérer l'embauche de Mlle Warscotte comme prioritaire. Par la suite le maire déclarera «rien ne me fera revenir sur mes positions !», et on apprendra que la mairie recherche un employé à embaucher pour le poste «vacant».

La mairie s'est ainsi conduite vis-à-vis de cette employée comme n'importe quel patron qui cherche à licencier un travailleur dont la tête ne lui revient pas. Elle l'a licenciée de façon hypocrite sous prétexte de «non-renouvellement de contrat» et a embauché pendant ce temps un autre travailleur à sa place. N'est-ce pas le comble du cynisme d'agir de cette manière alors que le journal régional du PCF «Le Travailleur» et la municipalité de Vitry ont «dénoncé» après la rentrée scolaire le fait que 15 employés aient été renvoyés justement pour «non-renouvellement de contrat» à l'école départementale Adolphe Chérioux. Le 28 septembre une délégation à laquelle participaient Monique Mercieca, conseiller général, Jean Collet, conseiller régional et adjoint au

maire de Vitry, Claude Marquet, adjoint au maire, avait élevé une «vigoureuse protestation» à la Préfecture ; le 22 septembre un adjoint au maire de Vitry s'était rendu avec une autre délégation au rectorat. Ainsi on voit qu'il existe deux poids, deux mesures, ou plutôt deux visages de la mairie. Quand il s'agit de critiquer des patrons avec lesquels elle n'est pas de méche (ce qui n'est pas le cas par exemple du milliardaire Doumeng) et le gouvernement de droite, elle fait mine de soutenir les travailleurs. Par

à lui retomber sur les pieds. Des travailleurs de plus en plus nombreux constatent que c'est un patron comme un autre et cherchent les moyens de s'organiser pour pouvoir lutter de façon efficace pour leurs revendications. C'est ainsi qu'à côté du syndicat CGT véritable syndicat patronal qui veut détourner la lutte revendicative des travailleurs de son objectif en rendant le gouvernement responsable de «tout ce qui ne va pas» et blanchit la mairie-patron, s'est constituée une section CFDT des communaux. Ce

(A propos de licenciements de l'école Adolphe Chérioux en septembre dernier)
(EXTRAITS DU JOURNAL «LE TRAVAILLEUR»)

(directeur Georges Gosnat, député PCF d'Ivry-Vitry)

«En juillet dernier, après une grève des éducateurs, 15 licenciements (pardon, «non renouvellements de contrats», étaient annoncés, ainsi qu'une mutation... L'atmosphère créée favorise une grave détérioration des conditions de travail des éducateurs qui sont invités à suppléer en partie à l'insuffisance des effectifs d'agents de service... l'action doit se poursuivre, notamment, pour l'embauche immédiate de 22 éducateurs et l'établissement d'un statut garantissant l'emploi...»

La mairie révisionniste ne semble pas avoir le même souci d'embaucher du personnel titulaire et de garantir l'emploi quand il s'agit de ses propres employés !

OFFRE D'EMPLOI PARUE DANS LE BULLETIN MUNICIPAL (JUN 76) DE VITRY

«TRAVAILLEZ DANS VOTRE VILLE EN INTERIM DANS LES DIVERS SERVICES MUNICIPAUX. Sténodactylographes et dactylographes expérimentées qui cherchez un emploi temporaire près de chez vous, ne comportant pas déplacements long, coûteux et fatiguant vers les quartiers éloignés de la capitale ; adressez votre candidature à : Monsieur le maire de Vitry-sur-seine... Votre inscription nous permettra de vous proposer, quand nous en aurons la possibilité différents remplacements d'agents titulaires momentanément absents...»

Si 15 % du personnel est déjà formé d'auxiliaires ne serait-il pas logique de les titulariser et d'embaucher davantage de personnel titulaire plutôt que de jouer les «Manpower» sur le dos des travailleurs en profitant de la crise capitaliste et des nombreux chômeurs qu'elle met sur le pavé.

contre vis-à-vis des employés elle se conduit tout à fait comme un patron de choc. Peut-on qualifier autrement la façon dont elle a licencié, quels qu'en soient les motifs, une travailleuse en prétextant un «non renouvellement de contrat». La mairie affirme pour se justifier, comme si cela était possible, que 85 % du personnel municipal est titulaire de son poste ; mais ce pourcentage ne va-t-il pas encore diminuer si elle fait passer des annonces pour embaucher des chômeurs... comme intérimaires ? Apparemment si on en croit une telle politique, la titularisation des auxiliaires n'est pas à son programme !

Ces agissements de la mairie ne vont pas tarder

même phénomène s'est produit dans de nombreuses autres mairies révisionnistes et montre que les travailleurs ne sont pas décidés à s'en laisser compter, et à renoncer à la lutte contre des patrons sous prétexte qu'ils se prétendent de «gauche».

Ces agissements de la mairie sont pleins d'enseignements pour les travailleurs qui constatent ainsi ce que signifient dans la réalité les promesses du Programme commun, comme quoi «le régime démocratique assurera en priorité le droit et la garantie de l'emploi». Le fait est que les patrons défenseurs du Programme commun restent des patrons, comme le régime de «démocratie avancée», resterait un régime capitaliste.

Les nuisances de l'aéroport de Roissy

58 riverains assignent Air France en justice

Cinquante-huit riverains de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle viennent d'assigner la compagnie Air France devant la 1re Chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, pour demander réparation des nuisances provoquées par les avions de cette société.

Résidant tous à Gousainville (Val-d'Oise), à 400 mètres de la piste No 1 de l'aérodrome, les plaignants contestent formellement les courbes de bruit, et donc les ondes de nuisance A, B et C, définies par l'aéroport de Paris. Etant classés en zone B pour la plupart, ils n'ont pu jusqu'ici bénéficier d'aucune indemnité. Chacun des plaignants réclame 5 000 F à titre d'indemnité provisoire et la nomination par la Chambre civile de trois experts.

Le premier étudiera la nuisance réelle causée par le bruit et les retombées de kérosène des avions, le se-

cond diagnostiquera chez les riverains les troubles psychiques et psychosomatiques directement liés au passage des aéronefs. Enfin le dernier expert estimera la dépréciation des biens des plaignants entraînée par l'implantation de Roissy-Charles de Gaulle.

Les 58 riverains avaient entouré cette assignation du plus grand secret car, déclarent-ils, «les compagnies aériennes tentent actuellement de faire adopter par l'Assemblée nationale un amendement les exonérant de toute responsabilité vis-à-vis des tiers, notamment sur le plan des nuisances. Cette bataille juridique sera longue, comme en témoigne le seul autre exemple du même type en France, à savoir M. Duchemin qui, au bout de sept années de procédure juridique, avait obtenu la fermeture de nuit de l'aéroport d'Orly».

UN TEXTE IMPORTANT A ETUDIER

Publication en français aux éditions NBE du tome 19 des Œuvres d'Enver Hoxha, portant sur la période de la scission du MCI.

Vous pouvez vous le procurer dans les librairies :
- «Les Herbes sauvages», 70, rue de Belleville, Paris-20e
- «La Force du livre» 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon.

et par correspondance à :
NBE - BP 97 75662 Paris cedex 14

L'exemplaire : 37 F.

PÉKIN INFORMATION
1 an — 52 Nos — 21,00 F

VIVE LE 27e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE !

Les comités de Lille, Roubaix, Armentières, de l'Association des amitiés franco-chinoises invitent la population de la région lilloise à venir visiter les différentes expositions qu'ils présenteront au pavillon Saint-Sauveur (derrière la mairie de Lille)

les jeudi 28, vendredi 29, samedi 30 octobre de 14 à 19 heures
et le dimanche 31 octobre de 10 à 20 heures

- 25 ans de socialisme
- la vie du président Mao
- la Chine et le tiers monde

Tables de livres, affiches, objets artisanaux.
Local AAFC, 34, rue Basse, 59000 Lille.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 - La Source



culturel

Notes de lecture

L'exploitation dans les pays de l'est

Un écrivain hongrois a publié un témoignage extrêmement éloquent sur la situation de la classe ouvrière dans les pays de l'Est dans un livre qui a été traduit en français récemment*. L'auteur a travaillé comme fraiseur dans une fabrique de tracteurs en Hongrie. Le livre décrit minutieusement (et de façon vivante) la vie de tous les jours dans cette usine, les rapports entre les ouvriers et leurs chefs, le système du salaire aux pièces, etc. C'est édifiant ! S'il fallait des preuves concrètes du fait que le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme ont bel et bien été restaurés dans les pays de l'Est, Eh bien ! c'est chose faite.

Il n'est évidemment pas possible de résumer le contenu de ce témoignage dans une courte présentation, et nous renvoyons nos

lecteurs à l'ouvrage lui-même. Voici cependant quelques exemples de ce qu'on y trouve : sur les salaires, «pour une même somme, on fournit de plus en plus de travail et, comme le coût de la vie augmente constamment, pour avoir réellement la même chose il faudrait travailler beaucoup plus». Sur la division entretenue entre les ouvriers, «une brigade n'est pas composée d'ouvriers travaillant sur un même type de machine, mais comprend tout à la fois des perceurs, des fraiseurs, des tourneurs — ce qui empêche de la façon la plus efficace les membres de la brigade de discuter entre eux et de limiter leur rendement pour se défendre contre le relèvement des normes, si tant est que cela soit possible». Sur le pouvoir des petits chefs, «les contremaîtres déterminent notre salaire et notre travail,

nos compléments de salaires, nos primes, les retenues sur notre salaire quand il y a trop de chutes. Ils décident de nos congés, réalisent sur nous, à la demande de n'importe quel organisme d'Etat, des analyses de caractère, des avis, des jugements (...), embauchent, transfèrent, licencient, punissent et récompensent.»

Sur les syndicats, l'auteur donne la parole à d'autres ouvriers qui affirment que c'est «l'ennemi payé» et que «c'est eux qui les premiers appelleraient les casqués s'il y avait une grève». Ce qui témoigne d'ailleurs du fait que ces ouvriers hongrois ont bel et bien une conscience de classe, comme le montre encore ce dialogue sur les «conventions collectives» : «Tu ne t'imagines quand même pas que dans la «collective» il y a autre chose que ce qu'ils veulent ? Mais qui ça, «ils» ? (...) Toute la clique, le syndicat et compagnie (...) Ne t'en fais pas, ils ne risquent pas de se baiser entre eux (...). La «collective», elle est là pour eux, pas pour toi.»

Citons encore ce passage, parmi bien d'autres, qui montre l'oppression de type fasciste à laquelle sont soumis quotidiennement les ouvriers : «De temps à autre, sans raison spéciale, on subit une fouille corporelle : on passe alors dans une cabine, un par un. Un gardien examine notre sac pendant qu'un autre nous palpe tout le corps de ses deux mains et qu'un troisième barre le passage (...). C'est ce que nous appelons "la rafle".»

L'ouvrage comporte mille autres anecdotes et témoignages plus convaincants les uns que les autres de la restauration du capitalisme et de l'oppression fasciste exercée par les petits amis de Brejnev et Marchais sur la classe ouvrière hongroise*. Précis ons pourtant que l'auteur, qui est passé en procès pour ce livre, évite de dénoncer clairement le régime (par peur ?), et déclare devant ses juges que son but était «de faire une critique constructive» (!). Rassurons-nous, en fait de critique «constructive», c'est assez bien réussi. Ce livre peut être un outil très utile à tous ceux qui ont besoin d'exemples et d'arguments concrets, pour convaincre leurs camarades de travail du bien-fondé des accusations que nous portons contre les régimes révisionnistes des pays de l'Est.

* Miklos Haraszti, *Salaires aux pièces*, Editions Seuil (collection Combas) 23,50 F.

A propos de la lutte de classe en Chine

Sollers et le marxisme

Dans son édition du 22 octobre, le journal «Le monde» publie une lettre où Philippe Sollers, bien connu de l'intelligentsia marxisante, s'interroge sur la situation en Chine. Sollers est donné pour «maoïste» mais il ne l'a jamais été, et nous l'avons toujours su à la lecture de ses livres et de sa revue «Tel quel». A quoi sert d'écrire sur le marxisme si l'hermétisme utilisé rend le texte incompréhensible pour les masses ? A quoi sert aussi de reconnaître dans la révolution chinoise une contribution historique capitale au mouvement ouvrier, s'il faut, accreditant la propagande bourgeoise, qualifier la situation actuelle en Chine de «véritable drame» ?

En effet, Sollers jette le masque, voyez plutôt : «Ce qui apparaît de plus en plus en plein jour, c'est la sinistre réalité stalinienne d'une mécanique de pouvoir et d'information, mécanique à propos de laquelle on pouvait nourrir un certain nombre d'illusions». Et plus loin : «... Il devient criant que rien, quant au fonctionnement du pouvoir d'Etat, n'a pu réellement aller plus loin que la plus flagrante manipulation.» Sollers crache sur Staline, c'est un premier point décisif puisque le fil rouge séparant le révisionniste du communiste a été et demeure la question de Staline. Le mouvement révolutionnaire de masse résulte d'une «flagrante manipulation», c'est un second point. D'abord Sollers ne sait pas qu'un mouvement populaire, dès lors qu'il est manipulé, c'est-à-dire utilisé dans un sens opposé aux intérêts du peuple, s'il peut faire effet pendant un temps, ne mobilise pas en définitive les masses ouvrières et paysannes et qu'un tel mouvement n'est jamais de masse. Ensuite Sollers n'a aucune confiance dans le peuple chinois puisque la manipulation par le pouvoir d'Etat «apparaît de plus en plus». Elle existait déjà par conséquent, ce qui peut signifier trois choses qui ont en commun un profond mépris du peuple :

1) la mobilisation du peuple visant la bourgeoisie à l'intérieur du parti est un

échec, la bureaucratie d'après Sollers ayant repris ses droits ; mais alors pourquoi le peuple a-t-il cessé de lutter ? le peuple est faible ;

2) la mobilisation du peuple est un échec parce qu'elle était dès le début manipulée ; le peuple est idiot (y compris et surtout pendant la Révolution culturelle) ;

3) Mao Tsé-toung disparu, la manipulation se généralise, raisonnement idéaliste qui fait de Mao et non du peuple le seul obstacle à la bureaucratie.

Il y a plus grave. Sollers n'attend pas de se forger un point de vue tenant compte des journaux chinois. Il ne dispose que des informations contenues dans la presse bourgeoise mais cela ne le gêne pas. Sa lettre rend justice à des doutes que certainement il a toujours eus vis-à-vis de la révolution chinoise.

Mais là où sa lettre est pourrie, c'est quand il fait cet aveu : «Le "marxisme" en vient-il donc toujours la ? Certains ont depuis toujours répondu oui à cette question». Certains, mais qui, M. Sollers, sinon des intellectuels bourgeois qui ont combattu le marxisme révolutionnaire parce qu'il est une abomination pour les classes dominantes ? Enfin Sollers exprime son dépit intellectuel à l'égard du marxisme. Coupé qu'il est de toute pratique sociale, il ne se sent pas de responsabilité vis-à-vis du monde ouvrier. Jusqu'à présent nulle autre pensée que le marxisme n'explique scientifiquement aux ouvriers l'exploitation qu'ils subissent, nulle autre pensée ne constitue un guide pour leur action révolutionnaire contre la bourgeoisie. Sollers le sait. Il sait que dénigrer le marxisme contribue à désarmer le prolétariat théoriquement et politiquement. Qu'ils prennent garde, les théoriciens bourgeois qui enfilent le veston marxiste ! La pratique de la révolution en France les balayera comme la classe qu'ils servent !

Un lecteur.

DU 23 AU 31 OCTOBRE 1976

L'ASSOCIATION BONDY-CULTURE ET
L'ASSOCIATION DES AMITIES
FRANCO-CHINOISES
PRESENTENT A BONDY

APPROCHE DE LA SOCIETE CHINOISE

DIMANCHE 31 OCTOBRE

15 heures : Stade Léo Lagrange

Tournoi amical de ping-pong, avec la participation d'étudiants chinois, pongistes amateurs.

EXPOSITIONS

HALL D'HONNEUR DE
L'HOTEL DE VILLE

gravures sur soie, images du peuple
chinois, objets d'art artisanaux

BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE
exposition de timbres-poste, livres
de Chine, livres sur la Chine

Les expositions seront ouvertes à
l'hôtel de Ville, du lundi au samedi, de
9 heures à 12 heures et de 14 heures à
18 heures, à la bibliothèque municipale,
aux heures normales habituelles.



**POUR CORRESPONDRE
PAR TELEPHONE : 607 23 75**

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

La
dénonciation
du film

«1900»

reprendra à
la fin de la
semaine
prochaine

Continuez à
nous envoyer
vos critiques

Un livre à lire
«**MA PLUME
A U SERVICE DU
PROLETARIAT**»

par l'écrivain chinois Haoran

Un livre qui concerne tous ceux qui s'intéressent de près aux questions artistiques et littéraires dans leurs principes et leurs méthodes de travail. Il concerne également tous ceux qui veulent mieux connaître ce qu'est l'idéologie prolétarienne en général et ce qui se passe en Chine populaire aujourd'hui en particulier.

12 F. Aux librairies : Les Herbes sauvages, la Force du livre.

«**La chine d'aujourd'hui**»
Alfred Eibel éditeur

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

l'Humanité Rouge

Infiltration du social-impérialisme russe dans l'économie belge ...

L'hebdomadaire «Clarté et l'Exploité», organe central du PCMLB, parti frère belge, dans son édition du 6 octobre, a publié un riche et important article sur l'infiltration économique des révisionnistes soviétiques en Europe et en Belgique en particulier. Les révélations y sont nombreuses. En voici de larges extraits.

La Belgique est le siège de l'Otan. Elle est le siège de beaucoup d'institutions de la Communauté économique Européenne. Elle est un pays industriellement très développé. Elle est géographiquement au cœur de l'Europe occidentale. Ce sont toutes raisons qui font que les dirigeants soviétiques essaient de pénétrer dans notre pays, de s'y ménager des positions fortes.

Une donnée fait apparaître nettement cette tendance : la circulation des marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'URSS s'est accrue à des cadences ultra-rapides au cours des dernières années et a été multipliée par 3,7 entre 1971 et 1975 pour atteindre quelque 30 milliards de francs belges. Aucune donnée n'existe sur le plan des capitaux mais il est clair que là aussi, le mouvement s'est considérablement élargi, touchant aujourd'hui des domaines dont l'URSS était exclue.

LE CERVEAU FINANCIER DE LA PENETRATION SOVIETIQUE

Le centre financier de l'activité soviétique en Europe occidentale est la BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD, dont le siège est à Paris. C'est une des importantes banques françaises, à laquelle sont liés étroitement plusieurs émissaires du parti révisionniste français (PCF) ce qui montre bien que les limites de l'«eurocommunisme» et de l'autonomie à l'égard de Moscou ne sont pas bien loin. Cette banque soviétique de droit français est bien commode pour les manœuvres impérialistes et néo-colonialistes de la clique Brejnev. Ainsi a-t-elle investi des capitaux importants dans la Banque marocaine du commerce extérieur à Casablanca.

A partir de cette Banque commerciale pour l'Europe du Nord, ont été créés la Moscow narodny bank limited à Londres qui a créé une filiale à Beyrouth, au Liban ; la Wozchod handelsbank à Zurich ; l'Ost-west handelsbank à Francfort et la East-west united bank à Luxembourg, voie de pénétration vers la Belgique et le Luxembourg.

Il faut encore noter que les banques nationalisées françaises (banque nationale de Paris, Crédit lyonnais, et Société générale de France) ont conclu un accord de collaboration avec la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, cet accord vise au contrôle conjoint de diverses sociétés.

ÇA PUE LE PETROLE

Quelles sont les places fortes de la pénétration en Belgique ?

Au fil des mois, nous en avons mis quelques-unes à nu. Il est évident que c'est la société Nafta (B) qui est la plus remarquable. Partie avec un modeste capital de 3 millions en 1967, celui-ci n'a pas cessé d'augmenter pour atteindre 202 millions depuis novembre 1972. La quasi totalité des actions sont entre les mains de 4 sociétés soviétiques, sociétés d'État, bien entendu. Nafta (B) a son siège à Anvers mais a des installations très modernes dans la région bruxelloise et à Flémalle-Grande, dans la région liégeoise.

Elle vient d'acquérir tout récemment des surfaces considérables dans la région d'Anvers où ses installations vont être formidablement développées.

Il est bon de rappeler que la Nafta (B) est la seconde société commerciale belge avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 20 milliards, n'étant dépassée que par GB-Inno-BM. Elle est la première société pétrolière étrangère en Belgique, devant Chevron (19 milliards), Shell (17 milliards), Esso (14 milliards), Texaco (12,5 milliards), Fina (11 milliards), BP (8 milliards) et Elf (7 milliards). Or, le personnel occupé par Nafta (B) est réduit et son nombre de points de vente est dérisoire.

Nos lecteurs savent ce que seul en Belgique «Clarté-l'Exploité» a révélé : le colossal chiffre d'affaires de la Nafta (B) vient essentiellement de la fourniture de carburant à l'armée belge. Notamment les chars Léopard et les camions lourds de l'armée belge stationnés en République fédérale allemande sont entièrement tributaires du carburant soviétique. Cela veut dire que le social-impérialisme a la possibilité de priver l'armée belge de carburant dans un délai très court.

C'est une situation incroyable, absolument opposée à l'indépendance nationale. Van Den Boynants qui a déclaré naguère ne pas vouloir manger dans la main des Américains trouve normal de manger dans la main du Kremlin.

Jetons un coup d'œil sur le conseil d'administration de cette société de droit belge. Il s'y trouve trois technocrates soviétiques, un authentique aristocrate — le Comte Philippe de Jonghe d'Ardoye — qui appartient à des milieux proches du PSC et dont des membre de la famille nagent dans les eaux de la Société générale. Il s'y trouve également un certain Pierre Stoop qu'on retrouve dans plusieurs sociétés russes en Belgique et qui est un homme d'affaires très proche des révisionnistes du PCB.

ILS SONT AFFAMÉS D'ACIER...

La société Scaldia-Volga est connue essentiellement comme une société pour le commerce des véhicules automobiles soviétiques. Or il s'agit d'une activité assez réduite puisqu'elle ne porte que sur 15 000 unités pour l'ensemble de trois pays : Belgique, Pays-Bas, Luxembourg. Cependant la société Scaldia-Volga n'a pas cessé de prendre de l'ampleur. Le capital, fourni par 3 sociétés soviétiques et un petit groupe belge (Behermann-Demoen), est passé de 15 millions en 1964 à 64 millions en 1972.

Mais l'activité la moins voyante de la Scaldia-Volga est sans aucun doute la plus intéressante. Cette société se charge de l'achat en Belgique de grandes quantités d'acier. Scaldia-Volga a ainsi des accords de collaboration avec la Promsyrrio-import de Moscou et Sidmar à Gand.

Nous en avons déjà informé nos lecteurs : Sidmar est le premier exportateur de tôles fines à froid vers l'Union soviétique. Sidmar fait d'ailleurs partie du groupe luxembourgeois ARBED (mais l'un et l'autre sont contrôlés par la Société générale de Belgique). Leurs livraisons d'acier à l'URSS sont passées de 100 000 tonnes en 1971 à 316 000 tonnes en 1975 ; pour Sidmar seul, les chats sont passés de 17 000 tonnes en 1971 à 184 000 tonnes en 1975 — c'est-à-dire de 17 % des livraisons du groupe à 60 %.

L'URSS est le premier producteur d'acier dans le monde. Or, elle en importe énormément de nombreux pays (Japon, Allemagne occidentale, Pays-Bas, Luxembourg, Italie, etc.) En Belgique soit par l'intermédiaire de la Scaldia-Volga, soit directement par des sociétés établies en URSS, le social-impérialisme se procure de grandes quantités d'acier non seulement à Sidmar, mais encore surtout à Hainaut-Sambre et à Cockerill.

Il est difficile de croire que cette énorme quantité d'acier ne sert qu'à fabriquer des voitures automobiles. Ce serait être bien naïf. Quand on pense que les quantités d'acier à fournir par Sidmar permettraient de fabriquer 400 000 voitures par an, on a vite compris !

Cette véritable fringale d'acier a une cause bien précise : l'URSS réarme à une cadence extrêmement rapide, est devenue le principal foyer de guerre dans le monde et dans ces conditions, il lui faut des quantités énormes d'acier qu'elle va chercher chez les principaux fournisseurs d'Occident et au Japon.

Bien entendu, les capitalistes là-dedans ne voient que les bonnes affaires à réaliser, que les profits à encaisser. Tant pis si un jour ou l'autre cet acier retombe en tapis sur la Belgique, dans le déferlement des chars lourds et une pluie de bombes.

L'indépendance nationale, c'est une notion qu'ils ont bradée et bradent encore pour des dollars : ils la bradent également pour des roubles. (...)

COLLABORATION ECONOMIQUE

D'autres sociétés de droit belge ont été formées et la tendance est actuellement à leur extension considérable.

Une des plus remarquables est la société Ferchimex, société sise à Anvers et spécialisée dans les opérations relatives aux minerais, phosphates et engrais. Fondée en 1972 au capital de 5 millions, celui-ci était déjà porté à 40 millions l'année suivante. Quatre sociétés soviétiques détiennent 75 % des capitaux ; le reste est détenu par deux sociétés qui se trouvent déjà à la «Transworld marine agency» (Vlaesberghs et Steimann) ainsi que par la «Belgian bunkering and stevedoring».

L'activité de cette société est sans doute à mettre en relation avec l'activité de la société Bechimex qui se définit ainsi : «Bechimex réunit les membres de la Fédération des industries chimiques intéressées au développement des relations avec les pays à commerce d'État avec l'Union soviétique». Et encore : «Bechimex est le trait d'union entre la chimie belge et ses interlocuteurs soviétiques». Des réunions périodiques ont lieu alternativement à Moscou ou à Bruxelles.

Solvay semble très intéressé par ces activités, que ce soit directement (il y a des accords directs Solvay - URSS) ou que ce soit par l'intermédiaire d'une filiale (l'Union chimique belge qui a un accord avec le ministère soviétique de la Chimie).

D'autres sociétés sont ainsi au sein de Bechimex d'actifs partenaires de l'URSS, notamment la Pétrofina, les Poudreries belges réunies, Tensia, De Keyn, etc.

Ce qui est certain c'est que le secteur chimique semble intéresser particulièrement la collaboration soviéto-belge. Un groupe provisoire chargé de l'industrie chimique et pétrochimique fonctionne et il va en résulter la formation de nouvelles sociétés soviétiques en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg.

Ce qui ne manque pas d'être symptomatique, surtout si on s'en réfère à la puissance de Nafta (B), aux accords conclus par le gouvernement belge pour la livraison de gaz naturel soviétique, c'est la signature de contrats à long terme pour des services soviétiques dans l'enrichissement de l'uranium. Il y a une offensive soviétique dans le domaine-clé de l'énergie et il faut en être conscient. Une dépendance se crée ainsi qui peut être un coup sévère pour le maintien de notre indépendance nationale. (...)